

Annexe 1



SOMMAIRE DES ANNEXES

1.	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE.....	2
2.	PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL.....	3
3.	OCCUPATION DES SOLS.....	3
4.	PRESENTATION DU PROJET	6
5.	EXTRAIT CADASTRAL.....	12
6.	EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME	13
7.	MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES	16
8.	PREVENTION DU BRUIT.....	26
9.	EAUX SOUTERRAINES ET DE SURFACE.....	26
10.	RISQUES MAJEURS.....	28
11.	SITES ET MONUMENTS PROTEGES	33
12.	PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR	36



1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Le projet d'aménagement porté par la société SIPO PHILAM est placé au Nord-est du bourg de Mouchamps. La société SIPO PHILAM projette la création d'un quartier d'habitation de part et d'autre du Chemin du Charriau, réalisé en 2 tranches :

- Nord :

Une tranche Nord comportant 25 terrains cessibles et 1 ilot social.

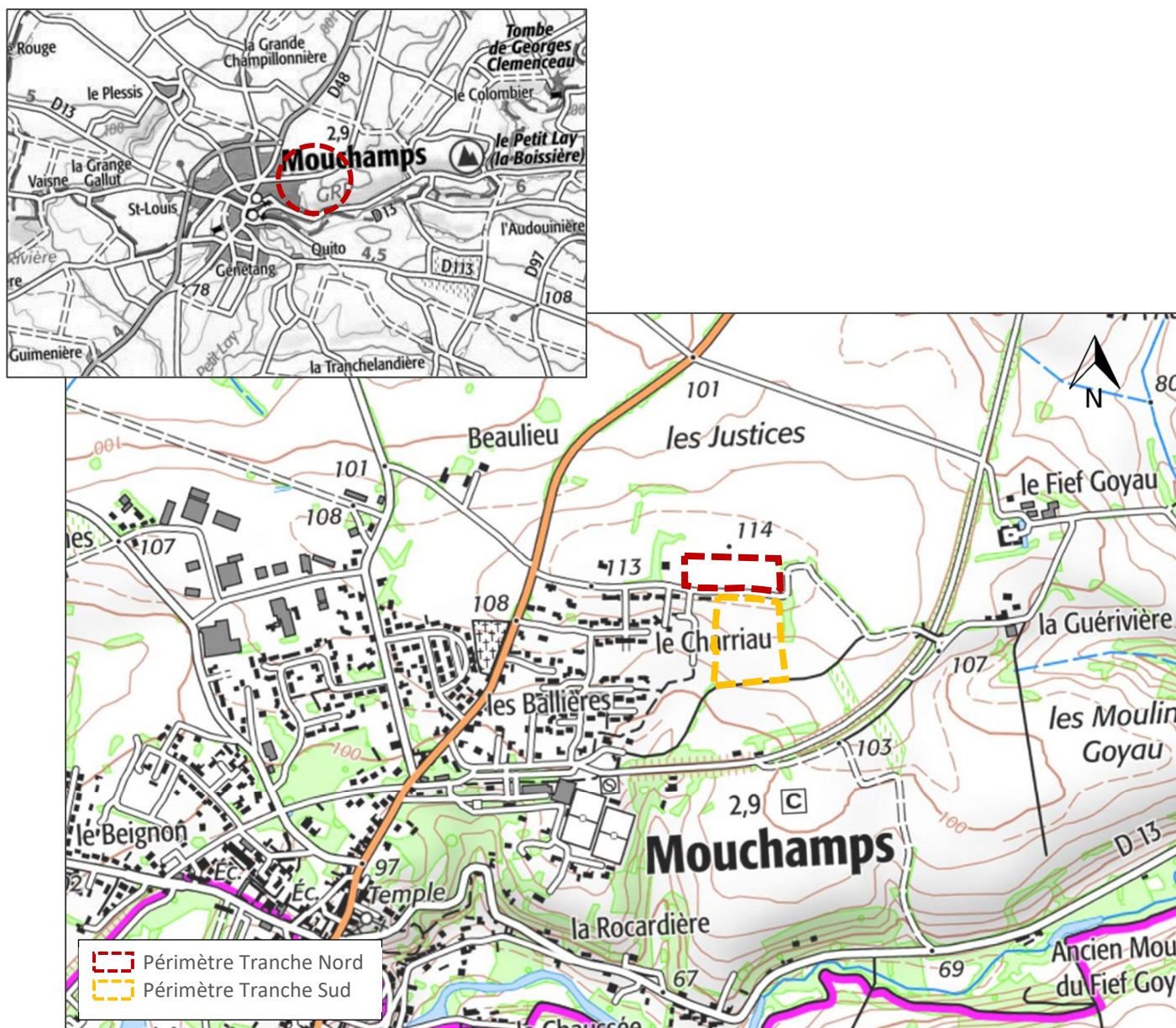
- Sud :

Une tranche Sud comportant 47 terrains cessibles.

Au total, le lotissement "Le Clos des Charmes" comportera 80 logements.

Le terrain d'assiette Nord couvre une surface de 1ha 33a 68ca, celui au Sud 2ha 38a 26ca, pour une superficie totale d'environ **3ha 71a 94ca**.

Le projet dénommé "Le Clos des Charmes" fait l'objet d'une demande de Permis d'Aménager.



Extrait du plan IGN (geoportail.fr)



2. PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL

cf. Plan topographique en annexe (GEOUEST, octobre 2023)

3. OCCUPATION DES SOLS

3.1. Autour du site

Le futur quartier est localisé au Nord-Est du centre-bourg de Mouchamps. Les abords du site présentent :

Secteur Nord

- un vaste quartier d'habitation à l'Ouest/Sud-ouest (Les Ballières)
- des terrains cultivés au Nord
- le Chemin du Charriau au Sud, sépare les tranches Nord et Sud du projet

Secteur Sud

- un vaste quartier d'habitation à l'Ouest (Les Ballières)
- des terrains cultivés au Sud et à l'Est
- une zone de rétention au Sud-ouest
- la rue du Charriau au Nord, sépare les tranches Nord et Sud du projet



Extrait de la photographie aérienne (geoportail.fr)



3.2. Photos de l'état existant

Le parcellaire Nord est occupé par une prairie ensemencée. Le parcellaire Sud par une culture et de la vigne.



Localisation des photos prises sur le site (GEOUEST, juin 2024)

Photos prises en date du 17 novembre et 05 décembre 2023 (©GEOUEST).

Secteur Nord (05/12/2023) :



Photo 1 depuis le centre vers l'Ouest du parcellaire



Photo 2 depuis le Nord-est vers le Sud du parcellaire



Photo 3 depuis le Sud-ouest vers le Nord-est du parcellaire



Photo 4 depuis le Sud-ouest vers l'Est du parcellaire



Secteur Sud (17/11/2023) :



Photo 5 depuis le Nord-ouest vers le Sud du parcellaire



Photo 6 depuis le Nord-ouest vers l'est du parcellaire



Photo 7 depuis le Nord-est vers l'Ouest du parcellaire



Photo 8 depuis le Nord-est vers le Sud-ouest du parcellaire



Photo 9 depuis le Sud-ouest vers le Nord du parcellaire



Photo 10 depuis le Sud-est vers le Nord du parcellaire



Photo 11 depuis le Sud-est vers le Sud-ouest du parcellaire



Photo 12 depuis l'Ouest du Chemin du Charriau vers l'Est



Le projet couvre **une surface globale de 37 194 m²**, partagée comme suit :

- 13 368 m² pour la tranche Nord
- 23 826 m² pour la tranche Sud.

4.2. Description des aménagements envisagés

4.2.1. Habitats

Le quartier comportera dans sa tranche Nord :

- 20 lots libres destinés à recevoir la construction de logements individuels ;
- 5 lots destinés à recevoir des maisons individuelles groupées (lots 17 à 21) ;
- 1 ilot social destiné à la construction de 8 logements sociaux intermédiaires minimum.

dans sa tranche Sud :

- 34 lots libres destinés à recevoir la construction de logements individuels, dont 3 lots destinés à recevoir des maisons mitoyennes (lots 53 à 55).
- 13 lots destinés à recevoir des maisons individuelles groupées (lots 28 à 32 et 56 à 63).

pour un total de **80 logements**.

4.2.2. Dessertes

a. Tranche Nord

La desserte des lots du projet sera assurée par une voie interne qui boucle sur le chemin du Charriau.

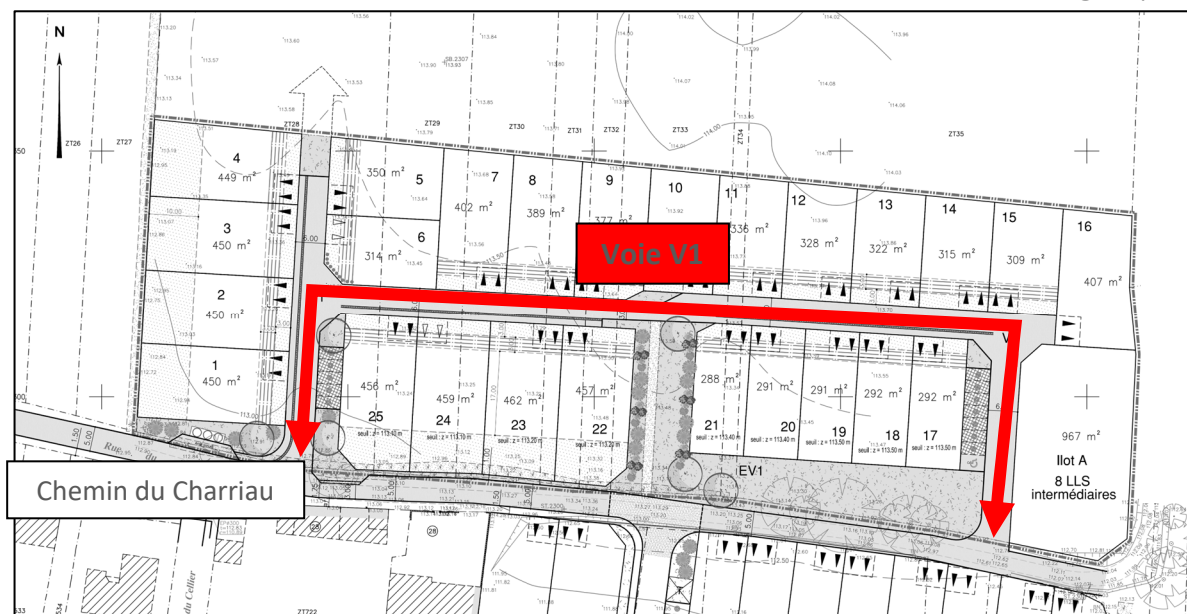
La desserte des terrains du projet sera assurée par une voie qui s'intégrera le mieux possible à la topographie du terrain naturel (voir plan de desserte ci-après).

Voie V1

Voie principale d'accès au lotissement en bouclage sur le chemin du Charriau. Cette voie d'une emprise de 6,00 à 11,00 m aura les caractéristiques suivantes :

- Une chaussée de 6,00 m de largeur à double dévers avec caniveau désaxé ;
- 14 places de stationnement perpendiculaires et perméables avec alternance d'espaces végétalisés ;
- Une écluse sera réalisée au milieu de la voie avec une chaussée réduite à 3,00 m.





Liaisons viaires sur la tranche Nord du quartier "Le Clos des Charmes" (GEOUEST, juillet 2024)

b. Tranche Sud

La desserte des lots du projet (sauf les lots 26, 27 et 56 à 63) sera assurée à partir du chemin du Charriau par une voie interne au projet. Les lots 26, 27 et 56 à 63 seront desservis directement par le chemin du Charriau.

La desserte des terrains du projet sera assurée par une voie qui s'intégrera le mieux possible à la topographie du terrain naturel (voir plan de desserte ci-après).

Voie V1

Voie principale d'accès au lotissement depuis le chemin du Charriau. Cette voie, d'une emprise de 6,00 à 12,50 m aura les caractéristiques suivantes :

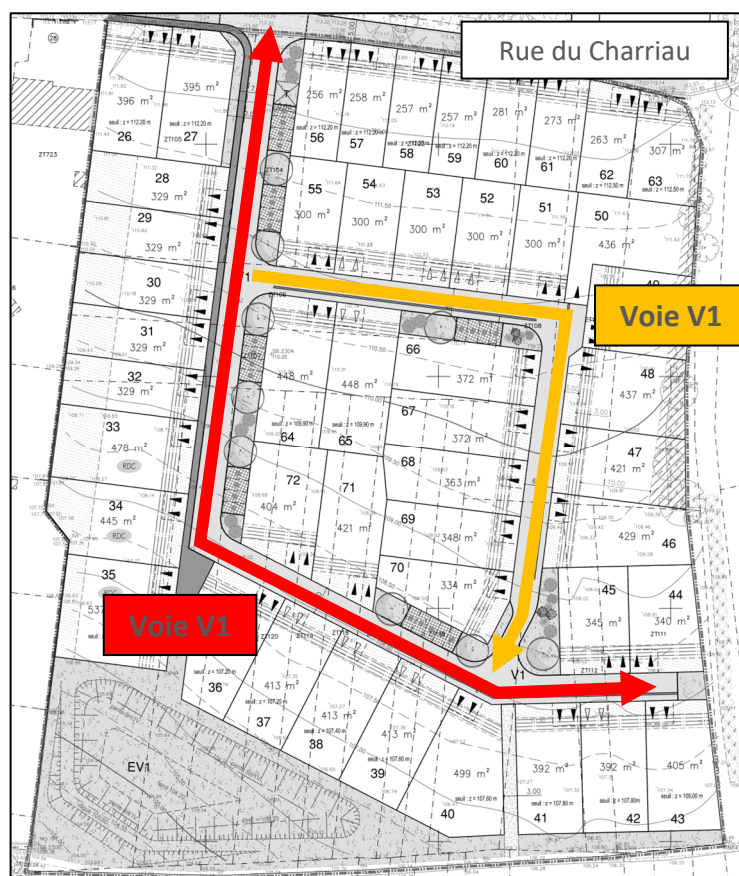
- Une première partie composée :
 - D'une chaussée de 6,00m de largeur à double dévers ;
 - D'un trottoir de 1,50m en enrobé côté Ouest ;
 - D'une bande de 5,00m comportant 21 places de stationnement perpendiculaires et perméables alternées avec des espaces végétalisés.

Voie V2

Voie secondaire en sens unique du Nord vers le Sud. Cette voie, d'une emprise de 6,00 aura les caractéristiques suivantes :

- une chaussée de 6,00m à double dévers avec caniveau désaxé ;
- 4 places des stationnement perpendiculaires et perméables avec des espaces végétalisés les accompagnant.





Liaisons viaires sur la tranche Sud du quartier "Le Clos des Charmes" (GEOUEST, juillet 2024)

4.2.3. Aménagements paysagers

Tranche Nord

Les haies bocagères périphériques seront maintenues dans leur ensemble.

Compte tenu de l'aspect actuel des terrains, le traitement paysager apporté aux voies et limites de lots s'est efforcé de s'inscrire dans le contexte bocager local :

- Mise en place des plantations d'alignement accompagnant la voie et les stationnements créés ;
- Création de massifs arbustifs le long de la voie ;
- Création d'un espace vert EV1 permettant d'assurer la conservation des arbres existants et de créer une connexion douce vers la rue du Charriau et la partie Sud du projet. Cet espace vert recevra également les eaux de ruissellement en provenance des lots 17 à 21.

La palette végétale sera inspirée des essences tant arborées, qu'arbustives utilisées dans la région.

L'espace vert EV1 joue le rôle à la fois de connexion piétonne et paysagère entre les deux tranches du projet "Le Clos des Charmes", mais aussi d'espace tampon entre le contexte urbain et le paysage agricole. A ce titre, il remplit véritablement un rôle de carrefour entre les sites et crée un espace central de convivialité autour duquel s'implantent majoritairement des formes architecturales plus denses.



Un jardin de pluie en légère dépression y sera aménagé, tout en respectant les systèmes racinaires des arbres existants (terrassements peu profonds). Il visera à recueillir les eaux de ruissellement des lots 17 à 21 dans une démarche de compensation de zone humide.

Tranche Sud

Les haies bocagères périphériques seront maintenues dans leur ensemble.

Compte tenu de l'aspect actuel des terrains, le traitement paysager apporté aux voies et limites de lots s'est efforcé de s'inscrire dans le contexte bocager local :

- Mise en place des plantations d'alignement accompagnant la voie et les stationnements créés ;
- Création de massifs arbustifs le long de la voie ;
- Création d'un espace vert EV1 permettant d'accueillir le bassin de rétention des eaux pluviales du lotissement.

L'accès au lotissement depuis le chemin du Charriau répond à l'espace vert EV1 créé dans le cadre de la tranche Nord du projet, et qui joue le rôle à la fois de connexion piétonne et paysagère entre les deux tranches du projet "Le Clos des Charmes", mais aussi d'espace tampon entre le contexte urbain et le paysage agricole. À ce titre, cet espace vert remplit lui aussi véritablement un rôle de carrefour entre les sites et crée un espace central de convivialité autour duquel s'implantent majoritairement des formes architecturales plus denses dans la continuité de ce qui est prévu au Nord.

La palette végétale sera inspirée des essences tant arborées, qu'arbustives utilisées dans la région.

Le bassin de rétention sera aménagé au Sud-ouest de cet espace Sud (EV1).

4.2.4. Réseaux "Eaux pluviales" et "Eaux usées"

a. Réseaux d'assainissement "eaux pluviales"

Pour tout ce nouveau quartier, les eaux de ruissellement de la voirie et de surverse des lots et îlots seront collectées par des canalisations de diamètres Ø200 à 400 mm et seront dirigées vers le réseau posé EP dans les 2 tranches puis déversées vers le bassin de rétention à aménager au Sud-ouest.

Tranche Nord

Les eaux pluviales des lots et de l'îlot devront être gérées à la parcelle par un système de rétention/infiltration sur l'unité foncière, avec surverse possible dans le réseau EP du lotissement. Les dispositifs de rétention doivent être conçus, dimensionnés et implantés afin de pouvoir gérer un volume minimal de **3 m³ par logement et 1 m³ par logement pour l'îlot.**

Tranche Sud

Les eaux pluviales des lots devront être gérées à la parcelle par un système de rétention/infiltration sur l'unité foncière, avec surverse possible dans le réseau EP du lotissement. Les dispositifs de rétention doivent être conçus, dimensionnés et implantés afin de pouvoir gérer un volume minimal de **3 m³ par logement.**

Les eaux de ruissellement de la voirie et de drainage des parcelles seront collectées par des canalisations en PVC de diamètre Ø200 à 400 et seront dirigées vers le bassin de rétention à réaliser au sud. Pour les diamètres supérieurs les canalisations seront en béton 135 A.



*b. Réseaux d'assainissement "eaux usées"***Tranche Nord**

Le réseau "eaux usées" recueillera les effluents usés en provenance des constructions sur l'emprise du nouveau quartier. Elles seront captées par des collecteurs Ø 200 mm posés sous chaussée et chemin piéton, puis dirigées gravitairement vers le réseau posé en tranche Sud. Ce réseau créé sera raccordé sur le réseau EU existant sous le cheminement piéton au Sud de l'impasse du Cellier au Sud-ouest.

Tranche Sud

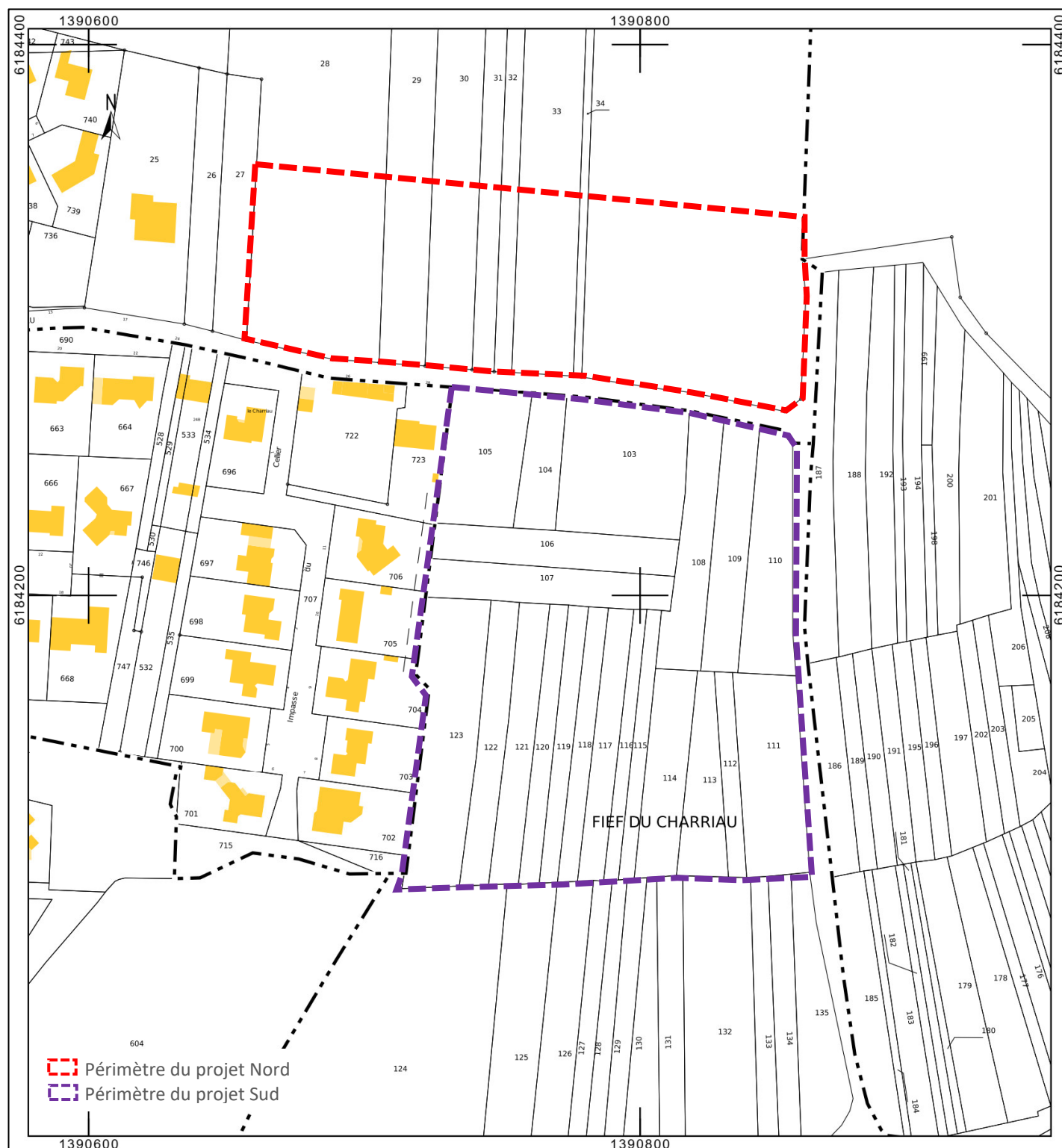
Le réseau "eaux usées" recueillera les effluents usés en provenance des constructions sur l'emprise du nouveau quartier. Elles seront captées par des collecteurs Ø 200 mm posés sous chaussée et chemin piéton, puis dirigées gravitairement vers le réseau EU existant sous le cheminement piéton au Sud de l'impasse du Cellier au Sud-ouest.



5. EXTRAIT CADASTRAL

Le projet Nord est situé sur les parcelles n° 29p, 29p, 30p, 31p, 32p, 33p, 34p et 35p de la section ZT, pour une surface cadastrale de 1ha 33a 68ca.

Le projet Sud est situé sur les parcelles n° 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122 et 123 de la section ZT, pour une surface cadastrale de 2ha 38a 26ca.



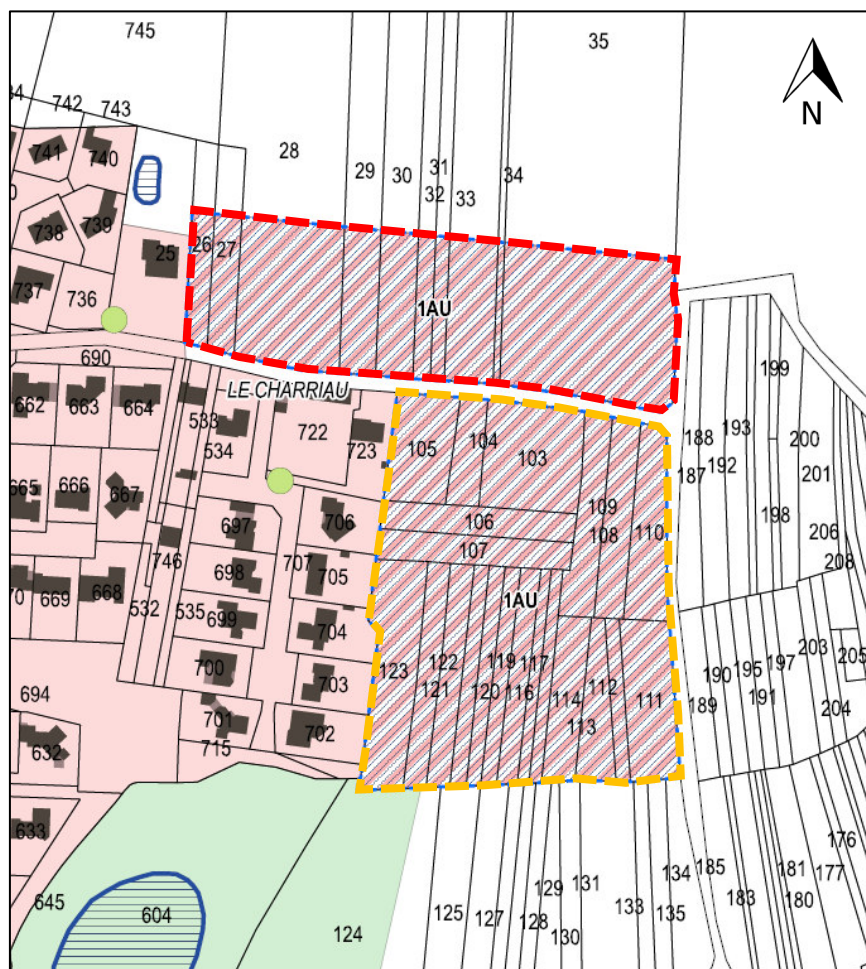
Extrait du plan cadastral (juillet 2024) sur le secteur étudié, sans échelle (cadastre.gouv.fr)








6. EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME

La Commune de Mouchamps fait partie de la Communauté de Communes du Pays des Herbiers, où l'urbanisme est régi par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal et Habitat, dont la dernière procédure a été approuvée le 24 janvier 2024.

Le parcellaire concerné par la présente demande est classé en zone 1AU, correspondant "aux secteurs destinés à accueillir les projets d'aménagement à court ou moyen terme".

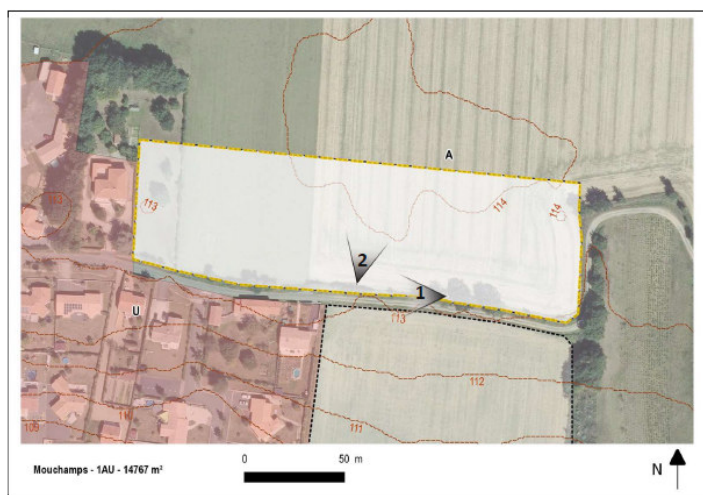


-  Périmètre du projet Nord
-  Périmètre du projet Sud
-  1AU
-  OAP sectorielle
-  Zone humide protégée au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

Extrait du PLUiH de la Communauté de Communes du Pays des Herbiers, approuvé le 24 janvier 2024
(geoportail-urbanisme.fr)

Le projet est placé sur des parcelles concernées par 2 Orientations d'Aménagement et de Programmation qui fixent les conditions d'aménagement du secteur.





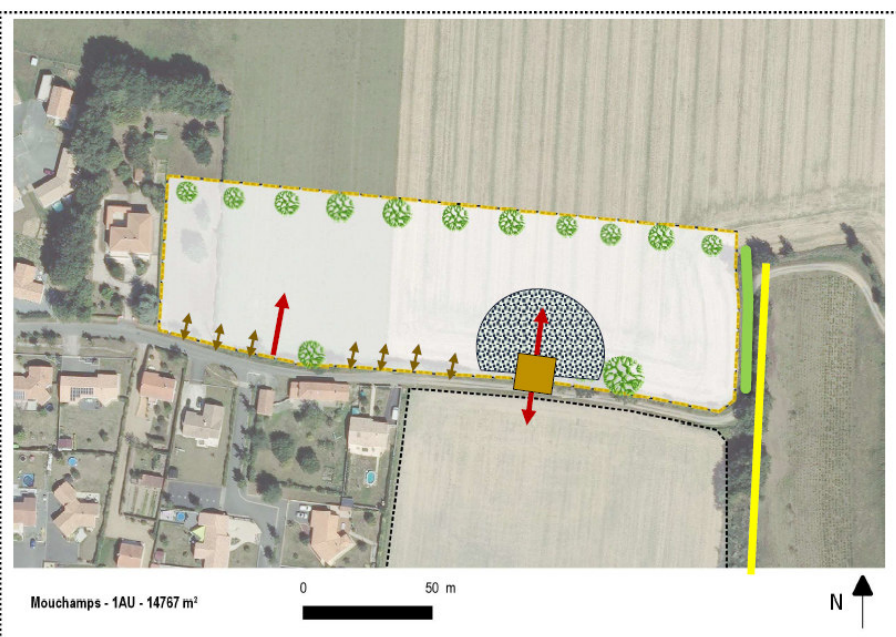
OAP n°4

Caractéristiques principales

Le site, localisé en point haut, est largement ouvert vers le nord et le paysage lointain.

Il présente peu de végétation sur son espace propre, mais bénéficie de quelques sujets arborés présents le long de la voie existante et des chemins ruraux qui le bordent.

S'organisant le long de la rue du Charriau, il est facilement desservi.

Objectifs minimaux :

Densité brute en logt/ha :

21

Logement Locatif Social en % :

10

OAP n°4

Mou

Prescriptions :

Cette opération devra être conçue en cohérence avec celle située au sud : partage d'un carrefour destiné à aménager l'accès aux deux sites et à créer un espace de convivialité en entrée de quartier.

Au nord, une plantation d'arbre permettra à la fois d'intégrer les futures habitations dans le paysage environnant, mais également de conserver les vues ouvertes vers le paysage lointain.

Les habitations situées sur la rue du Charriau devront être directement desservies par celle-ci.

Quelques arbres existants intéressants seront à conserver.

Forme urbaine :



Logements intermédiaires :
30% minimum
zone préférentielle :



Périmètre zone 1AU
Périmètre de prescription OAP





OAP n°5

Caractéristiques principales

Le site, localisé au nord-est du bourg, présente une déclivité assez importante vers le sud, dominant la vallée du petit Lay.

Bordé par des chemins ruraux, ses accès ne sont pas encore tout à fait adaptés à la circulation.

Une végétation intéressante accompagnant un petit chemin rural borde la parcelle à l'est.



Objectifs minimaux :

Densité brute en logt/ha :

21

Logement Locatif Social en % :

10

OAP n°5

Prescriptions :

Cette opération devra être conçue en cohérence avec celle située au nord : partage d'un carrefour destiné à aménager l'accès aux deux sites et à créer un espace de convivialité en entrée de quartier, cette entrée privilégiera la densité urbaine.

Au sud et à l'est, une plantation de haies bocagères permettra à la fois d'intégrer les futures habitations dans le paysage environnant.

Les habitations situées sur la rue du Charriau devront être directement desservies par celle-ci.

Une liaison douce sera maintenue/ aménagée en frange sud et est du site.

Forme urbaine :



Logements collectifs :

40% minimum zone préférentielle :



Périmètre zone 1AU

Périmètre de prescription OAP

Extrait du PLUiH de la Communauté de Communes du Pays des Herbiers, approuvé le 23 janvier 2024



7. MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES

La Commune de Mouchamps est concernée par des inventaires et des zones de protection écologiques.

7.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistiques et Floristique

a. Généralités

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 par le Ministère de l'Environnement. Il avait pour objectif de réaliser une couverture des zones les plus intéressantes au plan écologique, essentiellement dans la perspective d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel national et de fournir aux différents décideurs un outil d'aide à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire.

Ces zones sont classées en deux types :

- les ZNIEFF de type 1 constituent des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion
- les ZNIEFF de type 2 constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et doivent faire l'objet d'une prise en compte systématique dans les programmes de développement.

b. Éléments sur la portée juridique des ZNIEFF

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine faunistique et floristique de notre pays, et le cœur de l'inventaire national du patrimoine naturel prévu par l'article L. 411-5 du Code de l'Environnement.

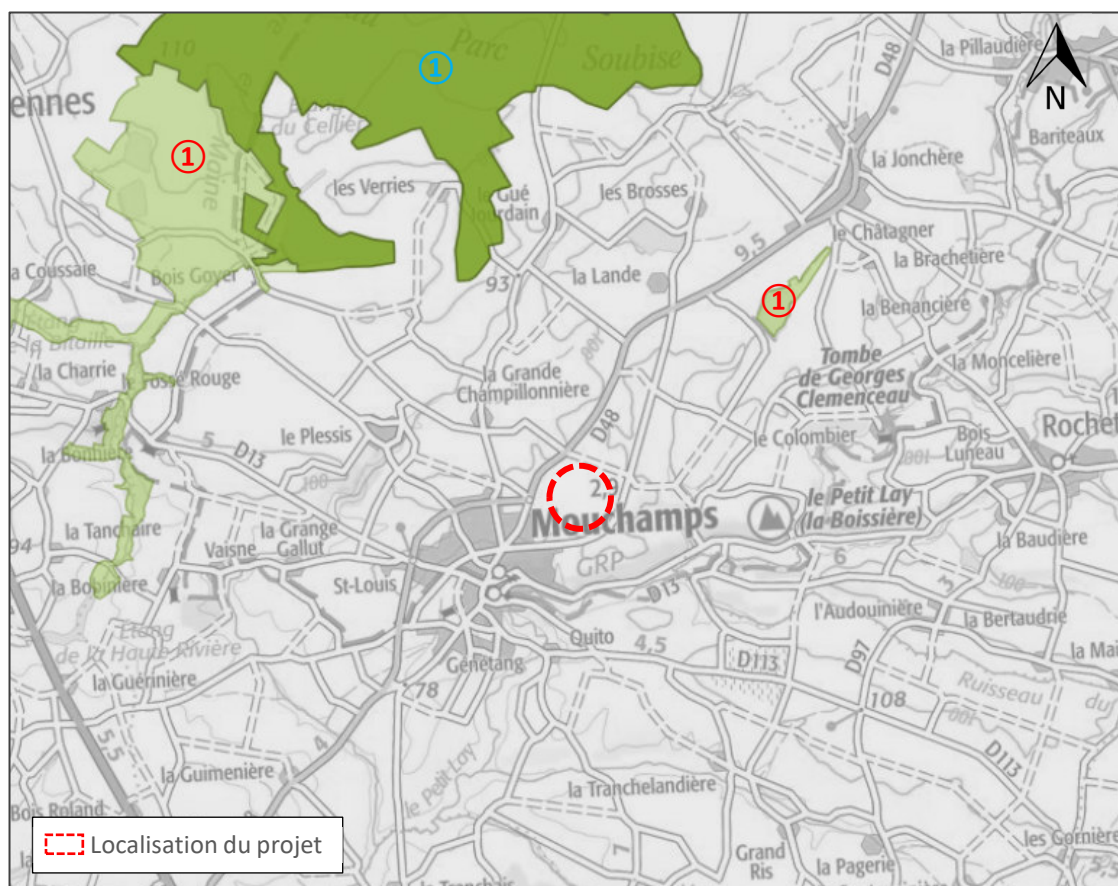
c. Détails des ZNIEFF sur le territoire communal de Mouchamps et aux alentours du projet

La Commune de Mouchamps et ses alentours sont concernés par plusieurs ZNIEFF.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des ZNIEFF présentes aux alentours du site du projet

Périmètre	Intitulé	Situation du projet
ZNIEFF de type 2	① 520005739 "Forêt et Etang du Bas Bocage entre Sainte-Florence et Les Herbiers"	à 2,3 km au Nord-Est
ZNIEFF de type 1	① 520005740 "Forêt et Etang du Parc Soubise"	à 2,1 km au Nord





Cartographie des ZNIEFF sur le secteur de Mouchamps (carto.sigloire.fr)

Le projet ne se situe pas dans une ZNIEFF. Les écoulements issus du projet ne s'écoulent pas non plus vers une de ces zones.

7.2. Stratégie de Création d'Aires Protégées

a. Définition

La Stratégie de Création d'Aires Protégées est une stratégie nationale visant à améliorer la cohérence, la représentativité et l'efficacité du réseau métropolitain des aires protégées terrestres en contribuant au maintien de la biodiversité, au bon fonctionnement des écosystèmes et à l'amélioration de la trame écologique (inpn.mnhn.fr).

L'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie constituent une des mesures prioritaires du Grenelle de l'Environnement, définie par la loi n°2009-967 du 3 août 2009 (art.23) et **réaffirmée très récemment dans le cadre de la conférence environnementale de 2016** : les prochains objectifs de la SCAP (publication d'un bilan de la SCAP et lancement d'un nouveau diagnostic patrimonial) ont ainsi été inscrits au titre de la mesure 11b de la feuille de route pour la transition écologique 2016.

L'objectif est de placer au minimum 2 % du territoire terrestre métropolitain sous protection forte d'ici l'horizon 2019.

L'objectif qualitatif afférent est que le réseau d'aires protégées ainsi créé soit cohérent, connecté et représentatif de la protection du patrimoine naturel (biologique et géologique).



La SCAP repose sur une méthodologie nationale et un **diagnostic national du patrimoine naturel** (faune, flore et habitat) et géologique coordonné par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) à la demande du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une liste nationale d'espèces et d'habitats prioritaires pour la désignation de nouvelles aires protégées a été construite en mobilisant des experts scientifiques du MNHN, de la FCBN, de l'OPIE et de l'ONEMA. Cette liste est déclinée dans le cadre d'une démarche participative régionale pour prendre au mieux en considération les enjeux de conservations.

b. Sur le territoire de Mouchamps

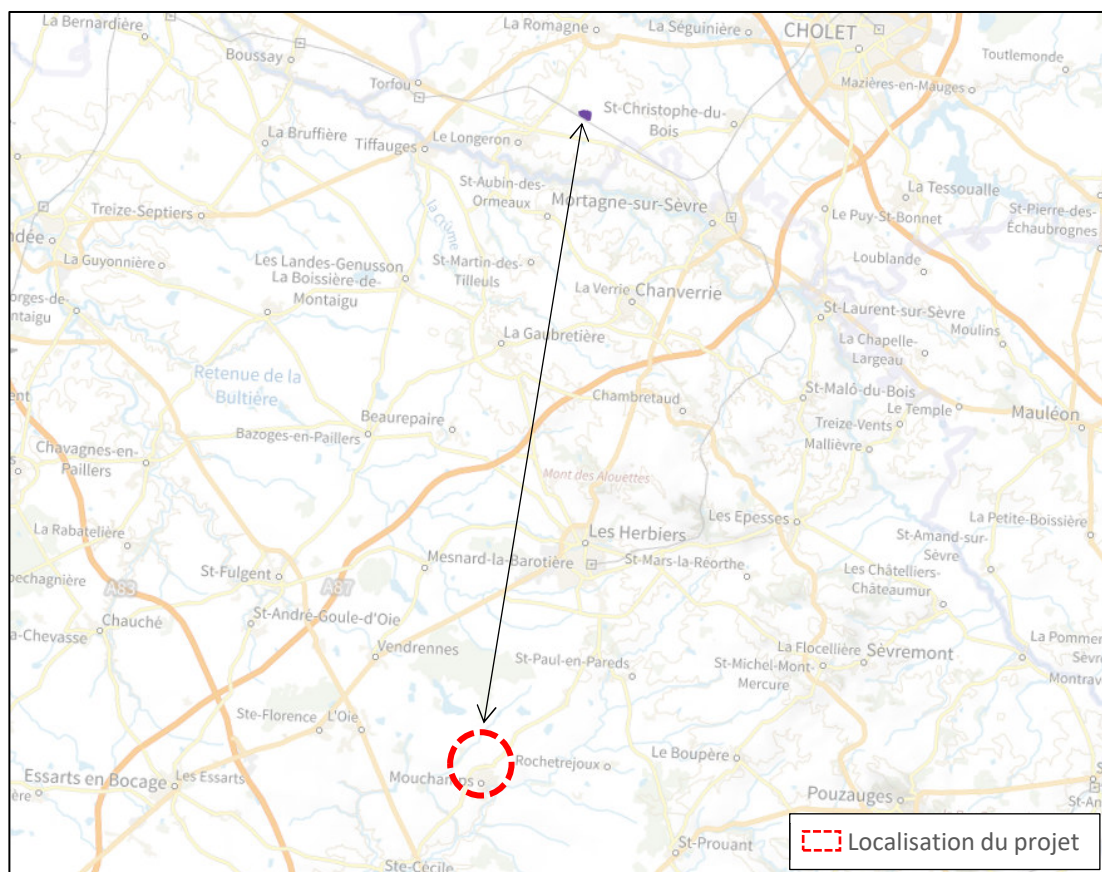
Aucune SCAP n'est identifiée sur le territoire de la Commune de Mouchamps.

7.3. Arrêté de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Les arrêtés de protection de biotope visent à protéger les habitats nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées.

La Commune de Mouchamps ne comporte pas de zone désignée par un Arrêté de Protection de Biotope sur son territoire. **Le plus proche est l'"Etang du Pavillon", localisé à 27 km au Nord du projet.**



Localisation du périmètre d'Arrêté de Protection Biotope le plus proche (carto.sigloire.fr)



7.4. Périmètre NATURA 2000

7.4.1. Généralités

Le réseau NATURA 2000 est un réseau européen de sites naturels protégés. Il a pour but de favoriser la biodiversité en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, et d'assurer la protection de sites naturels européens. Ces prérogatives de gestion tiennent compte des exigences économiques, sociale, culturelles ainsi que des particularités locales.

Le volet réglementaire porté par la procédure NATURA 2000 concerne tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire présents dans le site.

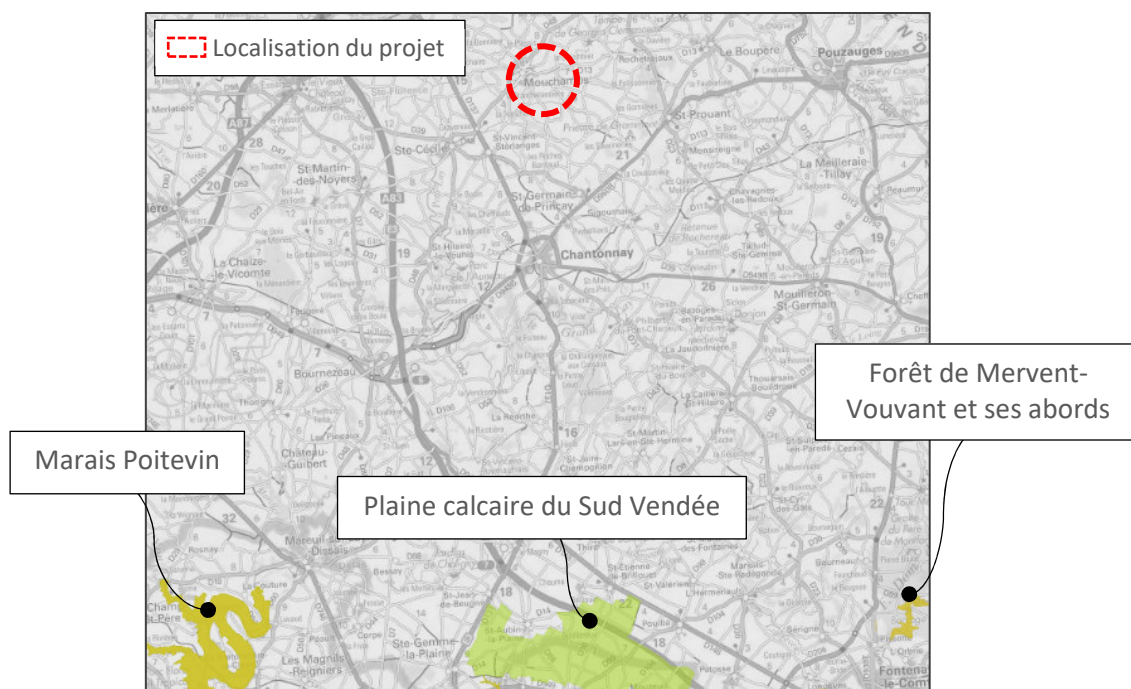
Sur la base des observations scientifiques, la Directive 92/43/CEE prévoit la création d'un réseau "NATURA 2000" qui regroupe l'ensemble des espaces désignés en application :

- de la Directive "Oiseaux" (1979) : les Zones de Protection Spéciale (ZPS)
- de la Directive "Habitats-Faune-Flore" (1992) : les Sites d'Intérêt Communautaire devenus ensuite les Zones Spéciales de Conservation (SIC-ZSC).

Ces Directives établissent une liste des espèces d'oiseaux, des habitats naturels et des espèces animales (autres que les oiseaux) et végétales pour lesquels les États membres doivent désigner des sites sur leur territoire afin de les conserver.

7.4.2. Sur le territoire communal et les secteurs alentours

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur la Commune de Mouchamps. Les plus proches sont localisés à 29 km au Sud. Il s'agit de la "Plaine calcaire du Sud Vendée" (ZPS FR5212011) ; de la "Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords" (ZSC FR5200658) et du "Marais Poitevin" (ZSC FR5200659 ; ZPS FR5410100) .



Sites NATURA 2000 (geoportail.fr)

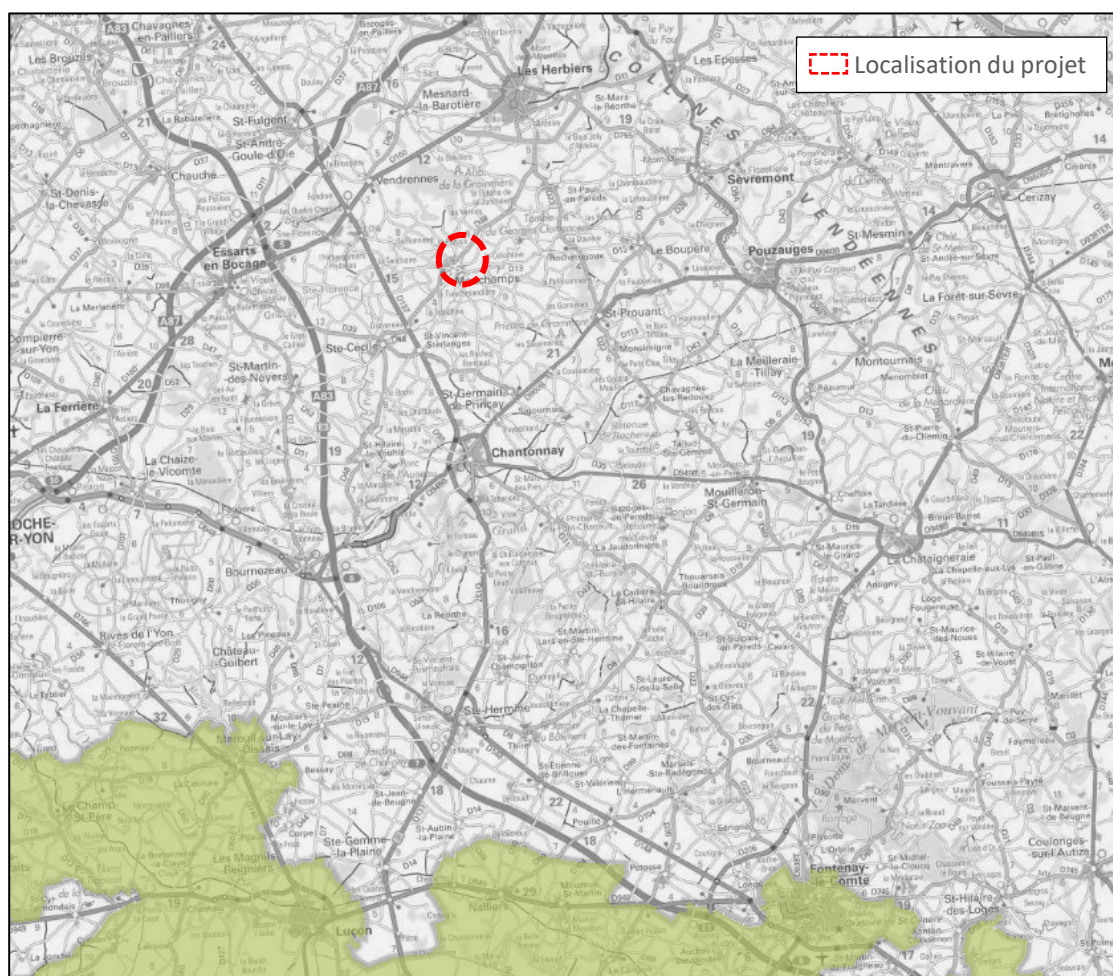


7.5. Parc Naturel Régional

Le Parc Naturel du Marais Poitevin est un parc naturel régional français créé en 1979, qui fut déclassé au 31 décembre 1996 en raison de l'échec de sa mission de préservation de l'environnement d'une grande zone humide. Un décret du 21 mai 2014 lui réattribue ce label.

Trois Départements dans 2 Régions sont concernés par la mise en œuvre du PNR du Marais Poitevin (FR8000050). L'organisme de gestion du Parc naturel régional (PNR) du Marais Poitevin est un Syndicat mixte.

La Commune de Mouchamps n'est pas située dans le territoire couvert par le PNR, elle en est éloignée de 27 km vers le Nord-est.



Extrait de plan IGN avec le Parc Naturel régional du Marais Poitevin (geoportail.gouv.fr)

7.6. Contextes "zones humides" et écologie

Les zones humides sont des "terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année" (art. L.211-1 du Code de l'Environnement).

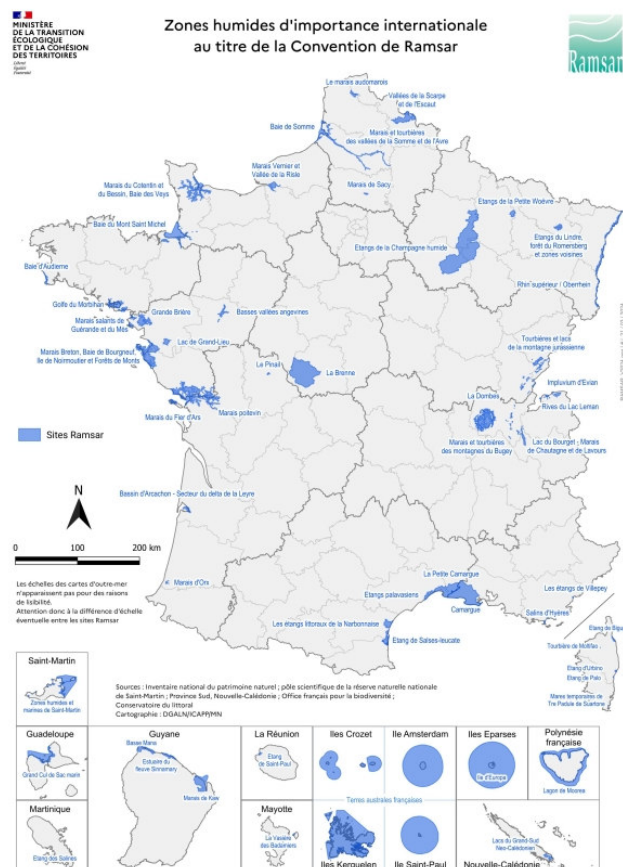


7.6.1. Convention internationale sur les zones humides : Convention de RAMSAR

La Convention sur les zones humides ou convention de RAMSAR est un traité intergouvernemental adopté le 2 février 1971 à Ramsar (Iran). Les signataires de cette Convention, que la France a ratifiée en 1986, ont pour objectif d'une part la constitution d'un réseau de sites d'importance internationale, les "sites Ramsar", mais aussi, plus largement, la conservation et l'utilisation rationnelle de l'ensemble des zones humides.

L'inscription d'un site à la convention de Ramsar ne crée pas d'obligations réglementaires ni d'effets juridiques spécifiques. Ramsar est un label qui récompense et valorise sur le plan international les territoires de zones humides riches en biodiversité ainsi que les acteurs qui contribuent à leur préservation et gestion durable.

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France a ratifié ce traité en 1986. Elle s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire. A ce jour (octobre 2021), 52 sites Ramsar s'étendent sur une superficie de plus de 3,7 millions d'hectares, en métropole et en outre-mer.



Cartographie des sites RAMSAR (zones-humides.org)

3 sites RAMSAR sont désignés en partie sur le territoire :

- à environ 61 km à l'Ouest – Nord-ouest du projet. Il s'agit du "Marais Breton, Baie de Bourgneuf, Ile de Noirmoutier et Forêt de Monts".



Numéro du site : 2283
Désignation : 2 février 2017
Superficie : 55 826 ha
Gestionnaires : Syndicat mixte de la Baie de Bourgneuf
Localisation : sur le littoral de la région Pays-de-la-Loire, en limite des départements de la Loire-Atlantique et de la Vendée.

- à environ 30 km au Sud, le site "Marais poitevin" a été nouvellement inclus (23 nov. 2023) et désigné comme zone humide où s'applique la Convention de RAMSAR.



Numéro du site : 2531
Désignation : 23 novembre 2023
Superficie : 69 034 ha
Gestionnaire : Parc naturel régional du Marais poitevin
Localisation : sur la façade atlantique, à mi-chemin entre le nord et le sud de la France.

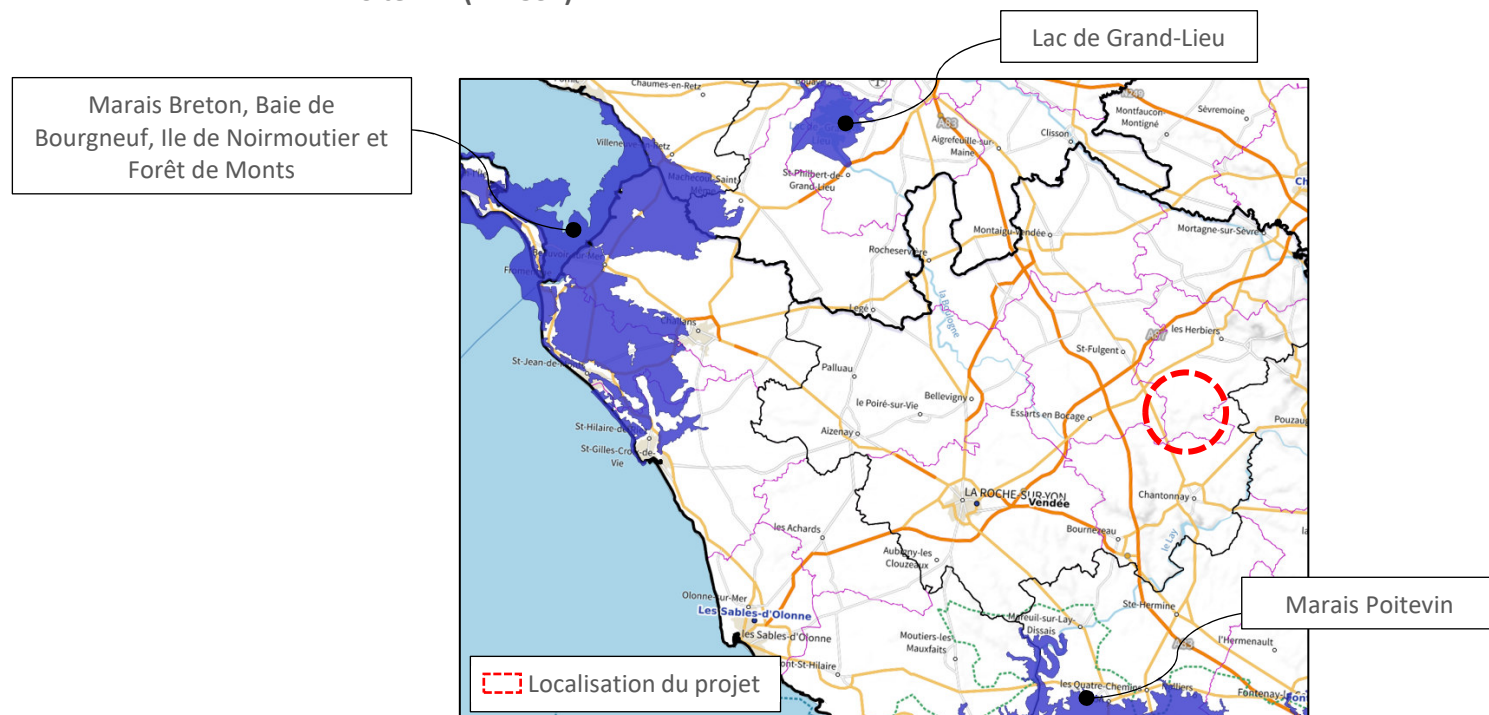


- à environ 53 km au Nord-Ouest du projet. Il s'agit du "Lac de Grand-Lieu".



Numéro du site : 714
Désignation : 1er février 1995
Superficie : 6 300 ha
Gestionnaires : Syndicat du bassin versant de Grand-Lieu / Société nationale de protection de la nature / Fédération régionale des chasseurs
Localisation : à 15 km au Sud-Ouest de Nantes, en Loire-Atlantique.

Le site RAMSAR le plus proche est localisé à 30 km au Sud du projet. Il s'agit du "Marais Poitevin" (n°2 531).



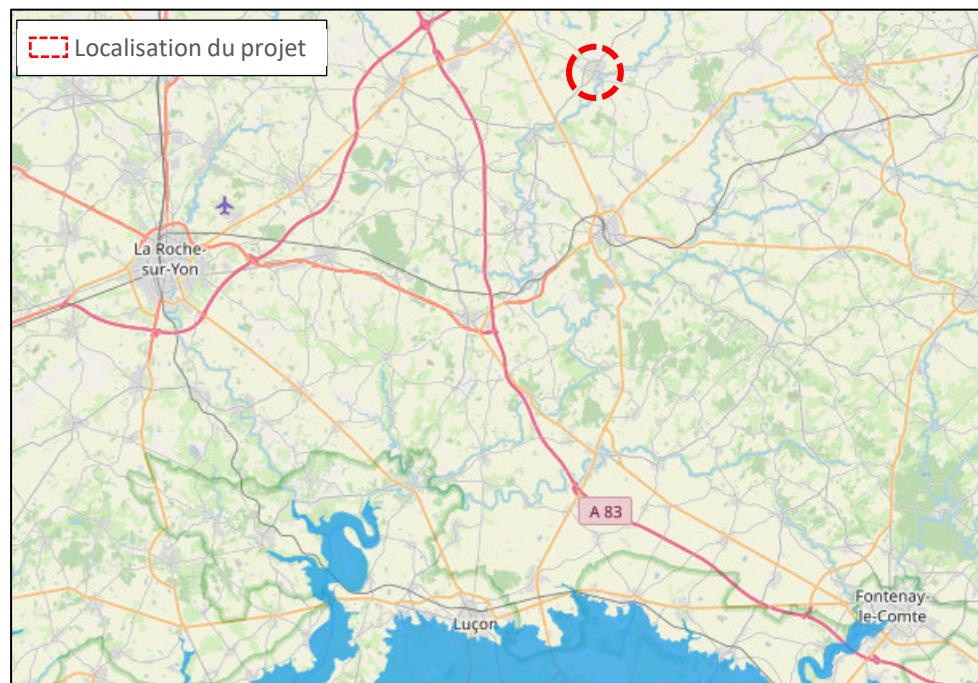
Localisation des sites RAMSAR les plus proches du site d'étude (geoportail.gouv.fr)

7.6.2. Les zones humides d'importance majeure (ZHIM)

Une carte des zones humides sur le territoire français a été élaborée par le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques) avec l'appui du Muséum national d'histoire naturelle à partir de couches géographiques disponibles au plan national en 2009. Ont été utilisés, l'inventaire des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) de type I et II à caractère humide de première génération, l'occupation du sol issue de l'inventaire biogéographique CORINE Land Cover 2006 et la liste des SIC (site d'intérêt communautaire) comprenant des habitats humides.

La Zone Humide d'Importance Majeure la plus proche est située à environ 32 km au Sud du projet. Il s'agit de la zone "Marais Poitevin" (FR53100203).





Carte des sites désignés en "Zone humide d'importance majeure" sur le territoire Sud vendéen
(carmen.developpement-durable.gouv.fr)

7.6.3. Les zones humides pré-localisées par la DREAL

Le Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides est un outil animé par le syndicat mixte du Forum des Marais Atlantiques. Les objectifs fondamentaux poursuivis par le réseau et les partenaires sont :

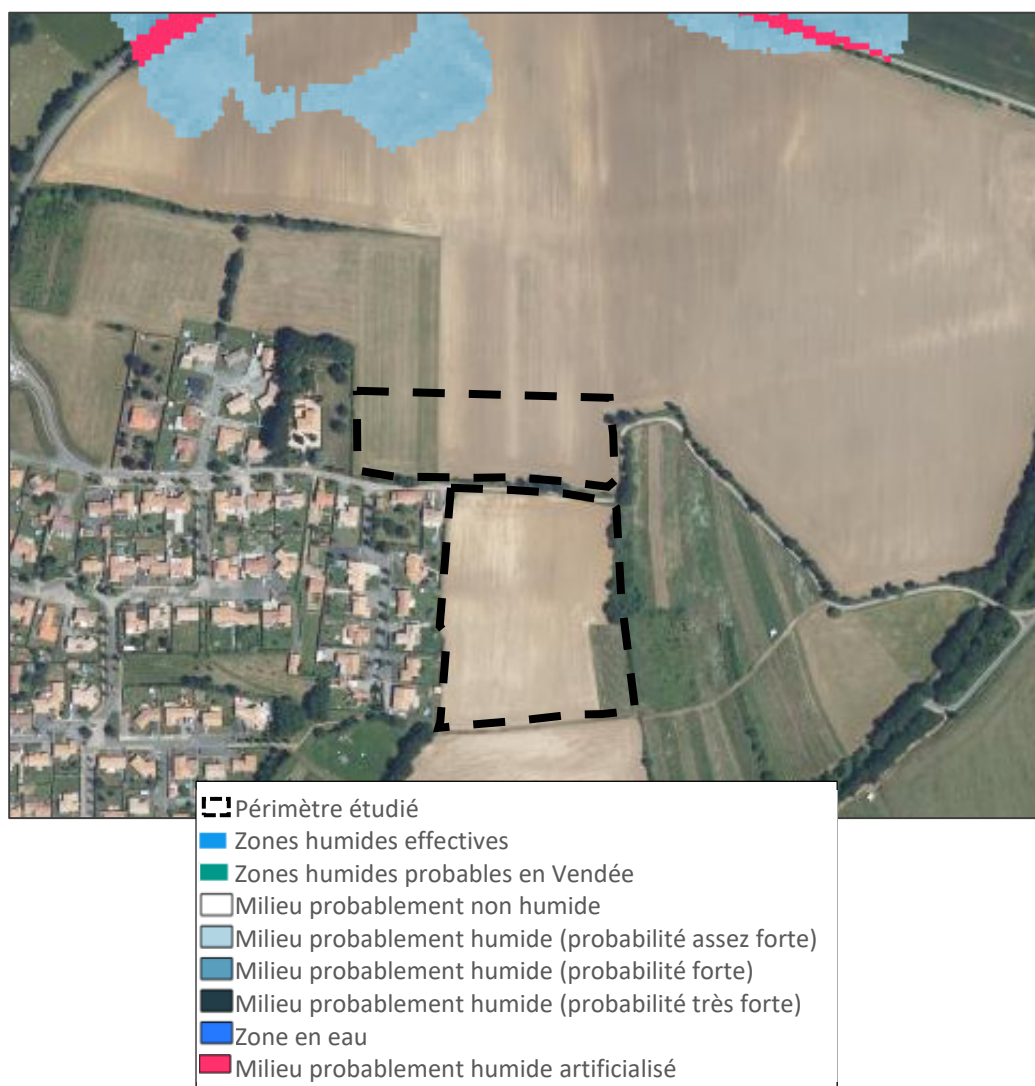
- l'amélioration de la connaissance à la fois des acteurs et de leurs actions mais également des zones humides ;
- le renforcement du fonctionnement en réseau des acteurs pour la valorisation collective de l'information géographique ;
- la création d'une interface de consultation de données et d'informations géographiques sur les zones humides et les rivières (prise en compte du bassin versant).

Cette dernière dresse la **cartographie des zones humides inventoriées** par les membres et les partenaires du réseau ainsi que des données s'y rapportant (eau, environnement, acteurs...). De nombreuses couches d'information sont disponibles, sur des secteurs variés. Pour le territoire de la Vendée, 3 de ces couches sont particulièrement pertinentes :

- **"Zones humides effectives"** : cette donnée géographique multipartenariale présente un **inventaire (non exhaustif) des zones humides** (ou potentiellement humides dans certains cas) sur l'ensemble des bassins hydrographiques Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Seine-Normandie, Artois-Picardie et Rhin-Meuse. Les données proviennent de plusieurs sources, et notamment d'inventaires locaux, de numérisation à partir d'orthophotoplans ou des périmètres de syndicats de marais.
- **"Zones humides probables en Vendée"** : cette donnée est le résultat d'une étude régionale de pré-localisation des marais et des zones humides menée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire en 2007. Ce travail a été établi sur le SIG MAPINFO par **photo-interprétation et croisement des données existantes** (BD Ortho 2001 et 2006, MNT, réseau hydrographique, cartes géologiques, ...).



- **"Pré-localisation des zones humides – 2023 (avec seuil)"** : cette donnée est le résultat d'un travail mené par une équipe pluridisciplinaire (LETG-UMR 6554 CNRS-Université de Rennes 2 - PatriNat (OFB-MNHN) - Institut Agro Rennes-Angers - INRAE - Agence de l'eau RMC - Tour du Valat), visant à établir **une cartographie à l'échelle nationale des probabilités de présence de zone humide** en tout point du territoire. La cartographie utilisée ne fait apparaître que les zones humides dont la **probabilité de présence dépasse un seuil significatif**.



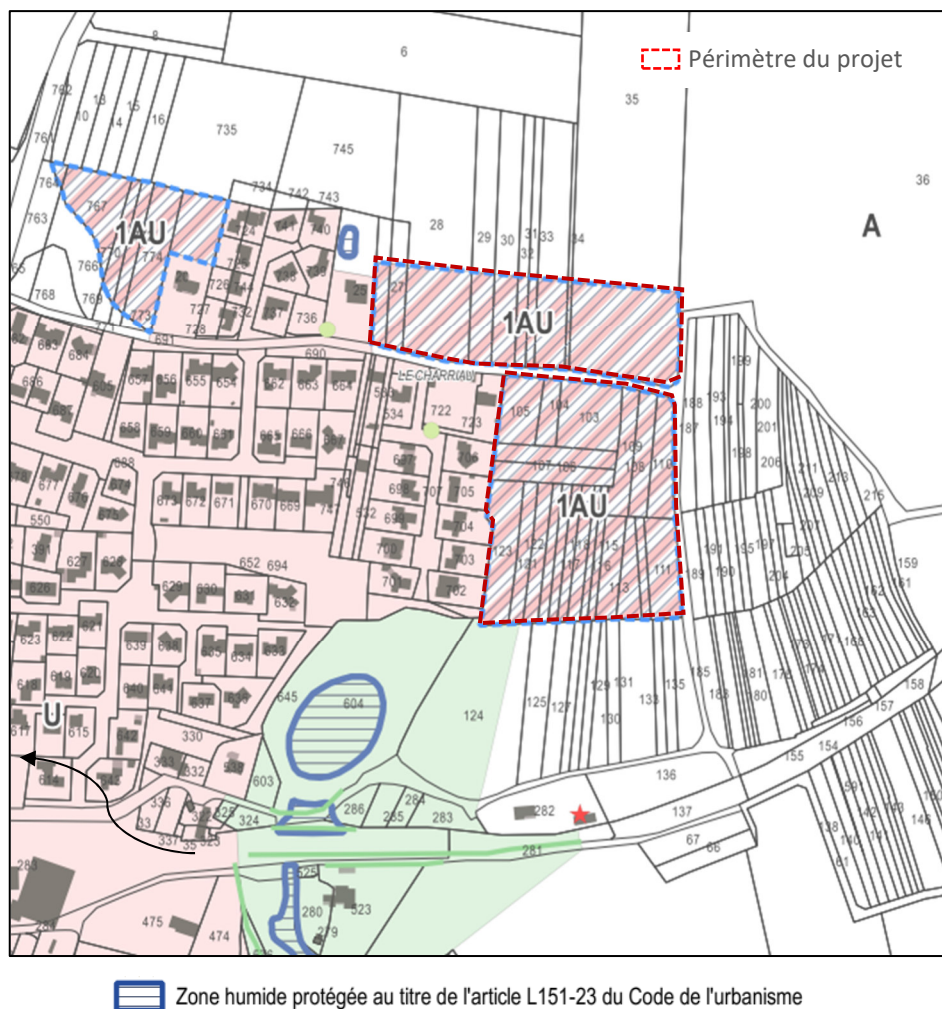
*Superposition des cartographies de pré-localisation des zones humides sur le secteur étudié
 (SIG Réseau zones humides (reseau-zones-humides.org – juillet 2024))*

Selon cette cartographie, **aucune zone probablement humide n'est localisée sur les parcelles Nord et Sud.**



7.6.4. L'inventaire communal

Dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et Habitat de la Communauté de Communes du Pays des Herbiers, il est fait état des zones humides identifiées sur le territoire intercommunal.



Extrait du PLUi du Pays des Herbiers approuvé le 24 janvier 2024

Selon la cartographie annexée au PLUiH, **aucune zone humide n'est répertoriée au sein du périmètre du projet.**

7.7. Diagnostic dans ce projet

Le diagnostic effectué est joint dans un dossier annexe 2.

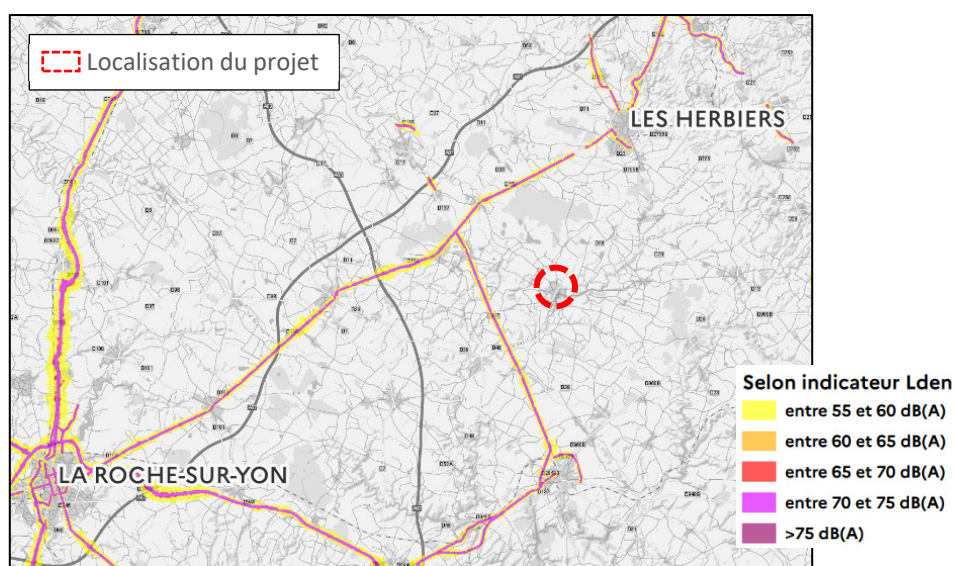


8. PREVENTION DU BRUIT

Un plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des infrastructures routières et autoroutières de l'État dans le Département de la Vendée a été piloté par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 85 (DDTM), avec l'assistance du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) Ouest.

L'Arrêté Préfectoral n°01/DDE/221 relatif au classement acoustique des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit concernant : Une voie communale de Montaigu et **les routes départementales** à l'exception des sections situées sur le territoire des communes de Challans, Château d'Olonne, Fontenay-le-Comte, Les Herbiers, Olonne sur Mer, La Roche sur Yon, Les Sables d'Olonne.

Ce plan fournit des cartographies du bruit qui permettent d'identifier les infrastructures routières particulièrement concernées par cet enjeu.



Carte d'exposition au bruit en Vendée (en Lden, le jour)

La Commune de Mouchamps n'est pas concernée par un Plan de prévention du bruit dans l'environnement.

9. EAUX SOUTERRAINES ET DE SURFACE

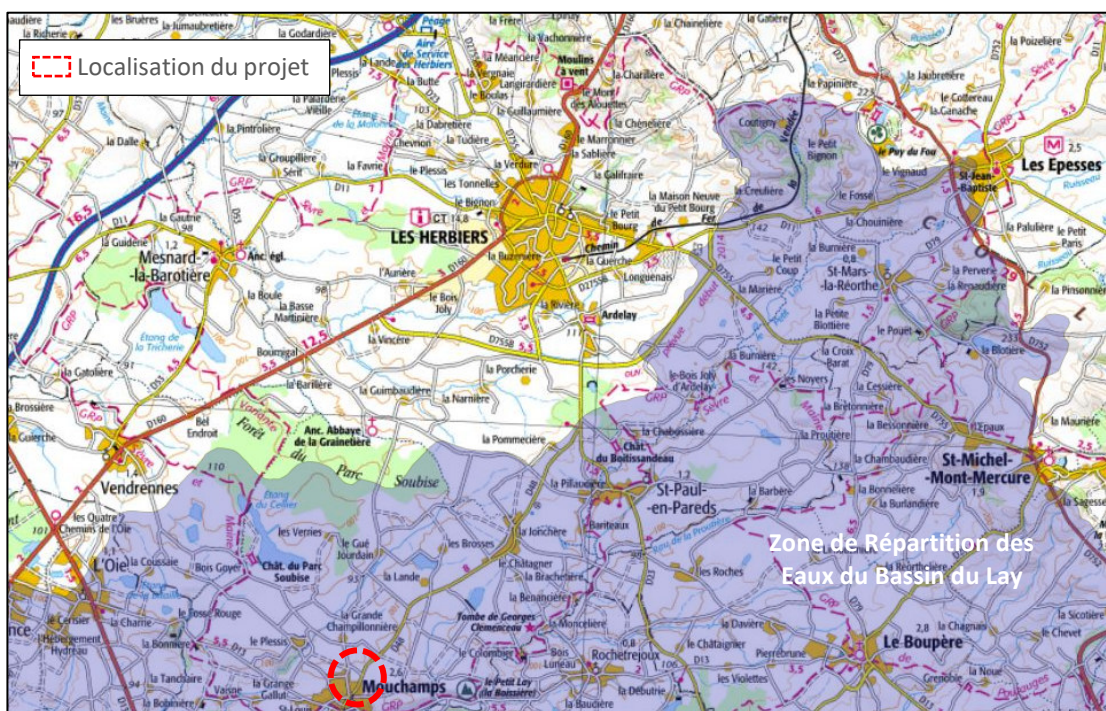
9.1. Zones de répartition des eaux (ZRE)

"Une "zone de répartition des eaux" est caractérisée par une insuffisance quantitative chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'une ressource (bassin hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue **le moyen pour l'État d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource**, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements.



Elle constitue un **signal fort de reconnaissance d'un déséquilibre durablement instauré entre la ressource et les besoins en eau**. Elle suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déficit constaté, de sa répartition spatiale et si nécessaire de sa réduction en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité et un objectif de restauration d'un équilibre." (pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr)

Selon la cartographie des zones des répartition des eaux en Pays de la Loire, **une ZRE est identifiée sur Noirmoutier et une autre ZRE recouvre tout un territoire présent sur le versant du Lay**. Le projet est situé dans le périmètre de cette dernière. Compte tenu de sa nature, il n'y aura aucun impact sur cette ZRE.

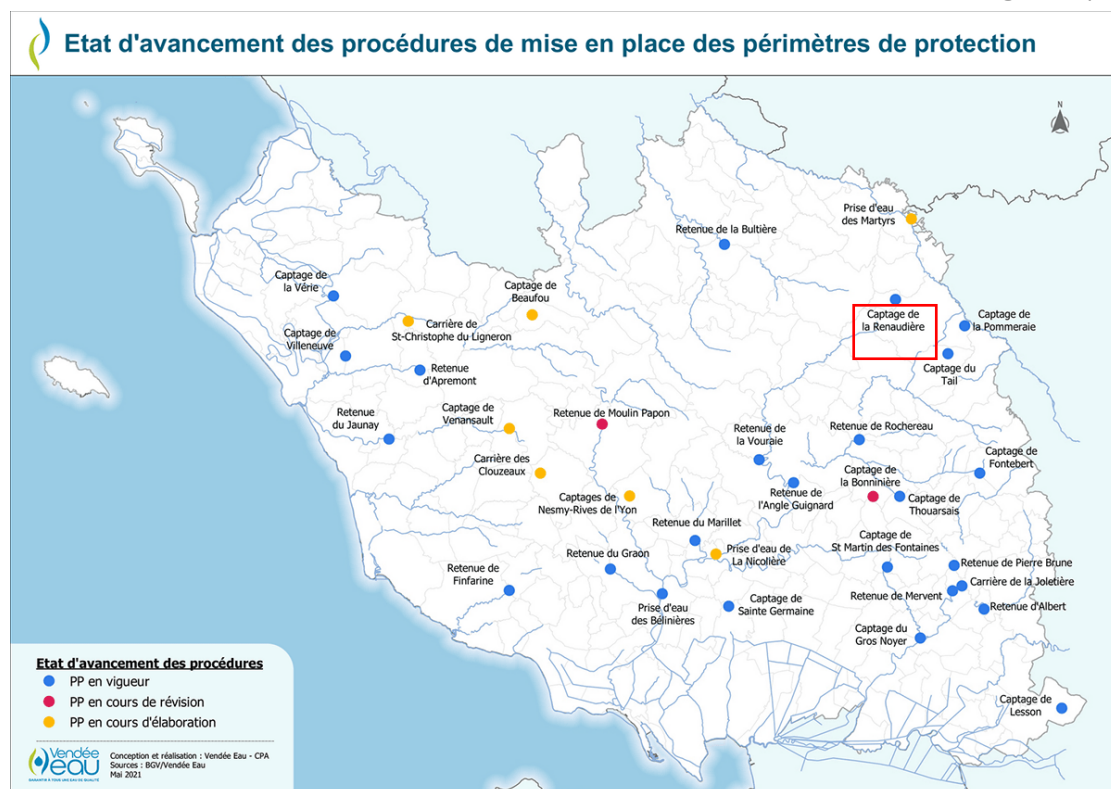


Zone de répartition des eaux du bassin versant du Lay (en bleu)
(carmen.developpement-durable.gouv.fr)

9.2. Captage d'eau pour l'alimentation en eau potable

Le captage d'eau pour la potabilisation le plus proche du site se situe à environ 13 km au Nord-est du projet. Il s'agit du captage de la Renaudière (Commune de Saint-Mars-la-Réorthe). Cette dernière est localisée. Trop éloigné, le projet n'est localisé dans aucun des périmètres de protection définis autour des points de captage d'eaux souterraines (Arrêté préfectoral autorisant le puisage ARS-PDL/DT/SSPE/2011/437/85).





Carte des captages et retenues d'eau pour l'alimentation en eau potable en Vendée (vendee-eau.fr)

10. RISQUES MAJEURS

Le risque majeur est la possibilité qu'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants et dépasse les capacités de réaction de la société.

10.1. Documents d'informations et d'alerte

10.1.1. Dossier Départemental des Risques Majeurs

Face aux catastrophes naturelles ou technologiques, les hommes ont des réactions qui mêlent souvent un sentiment de fatalité à un rejet du risque. Or, le risque existera toujours mais tout doit être mis en œuvre pour en réduire la probabilité et les conséquences éventuelles. Le **Dossier Départemental des Risques Majeurs** est un dossier présentant ces risques, réalisé par département, les moyens de les prévenir, leurs faire face et de les contourner. La dernière version du DDRM de Vendée date de 2019.

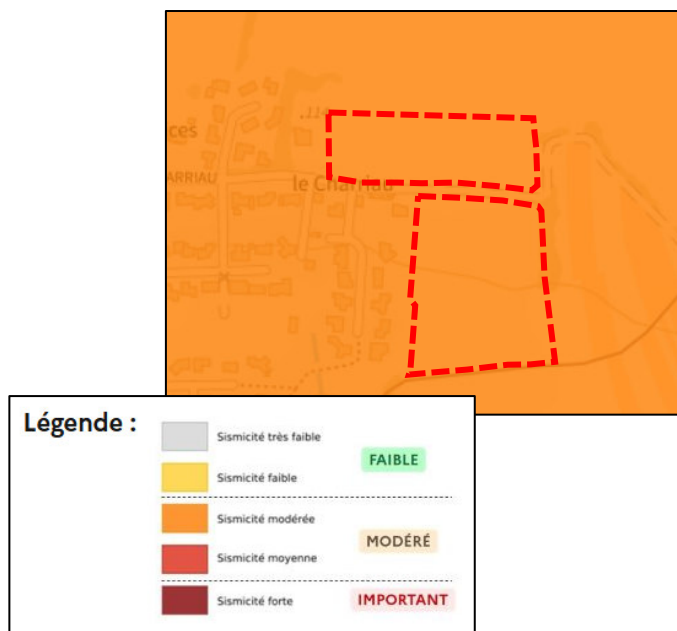
La **Commune de Mouchamps** est concernée par les risques présentés ci-dessous dans le tableau.

Nom de la commune	Code Insee	Risques littoraux	Risque inondation	Risque mouvement de terrain	Risque sismique	Risque feu de forêt	Risque météorologique	Risque Radon	Risque industriel	Risque rupture de barrage	Risque TMD	Risque minier	Risque radiologique
Mouchamps	85153		X	X	X		X	X			X		

10.2. Risques naturels et technologiques

Risque "Séisme"

Comme tout projet en Vendée, le projet peut subir **les risques sismiques** (failles présentes sur l'Est du Département) ainsi que les aléas météorologiques (tempêtes, orages...).



Risque "Retrait gonflements des argiles"

La carte des aléas (Cf carte suivante) montre que le projet est situé dans une zone d'exposition modérée au risque.

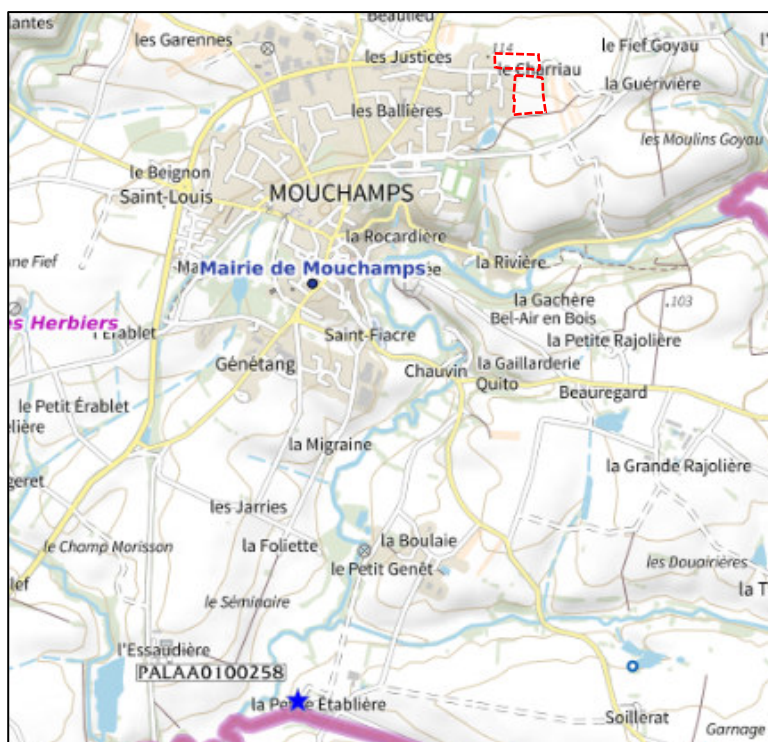


Risque "Mouvements de terrain"

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol sous l'action d'agents naturels (fortes pluies, séisme) ou artificiel (terrassements, exploitations souterraines).

La Commune de Mouchamps a subi 3 phénomènes de mouvements et glissement de terrain :

Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
Mouvement de Terrain	27/02/2010	02/03/2010
Mouvement de Terrain	25/12/1999	30/12/1999
Glissement de Terrain	30/12/1994	06/05/1995



Zone à risque entraînant une servitude d'utilité publique



Ouvrage civil

Les phénomènes repérés sur la Commune sont ponctuels, superficiels et très localisés. **Le projet n'est pas situé sur un site concerné par un mouvement ou glissement de terrain, ni dans une zone à risque entraînant une servitude d'utilité publique.**



Risque "Météorologique"

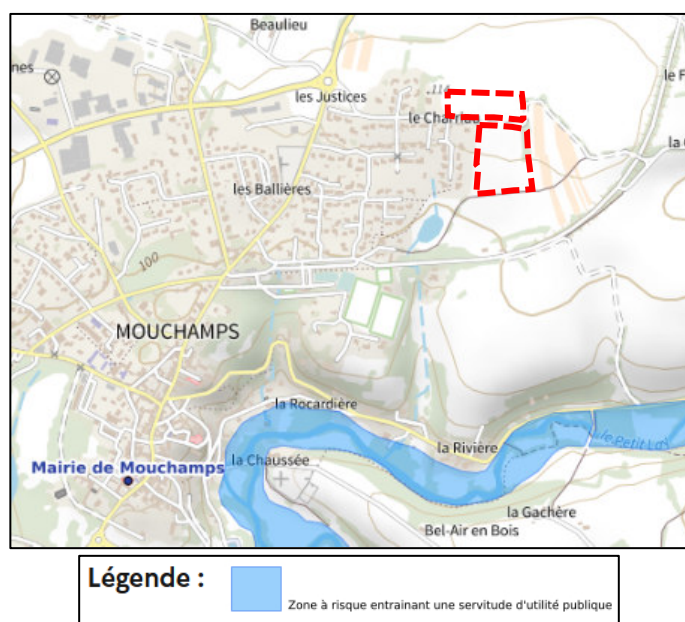
Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau).

De cette confrontation naissent notamment des vents pouvant être très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds, degré 10 de l'échelle de Beaufort).

Le projet est autant concerné par ce risque que n'importe quel aménagement sur le secteur.

Risque "Inondation"

La Commune de Mouchamps est concernée par le risque "Inondation".



La Commune de Mouchamps est concernée par le risque inondation de la rivière du Petit Lay qui longe le bourg par le Sud/Sud-est. Cette rivière est concernée par un Plan de Prévention des risques inondation (PPRI du Lay Amont) qui concerne Mouchamps. Le projet est situé en dehors des zones d'aléas identifiées par le PPRI.

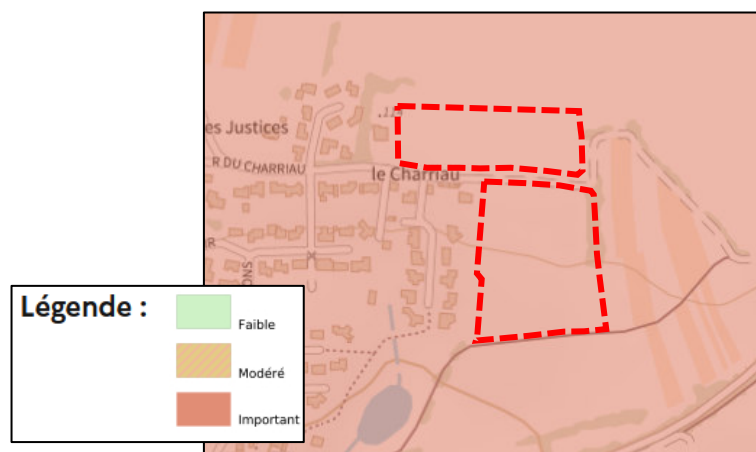
Risque "Radon"

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

Une exposition régulière, pendant de nombreuses années, à des concentrations excessives de radon accroît le risque de développer un cancer du poumon (le Radon est classé dans le groupe 1 de la classification du Centre International de Recherche sur le Cancer-CIRC). Il est admis que cet accroissement est proportionnel à la concentration de radon dans l'air inhalé et au cumul des expositions.



Le risque "Radon" est important sur le territoire communal.



10.3. Risques technologiques et industriels

Le projet peut être concerné par le risque "Transport de Matières Dangereuses". Cependant, il n'est pas situé proche d'une zone traversée par une canalisation de gaz naturel. Une ICPE est située à moins de 500 m du projet. Il s'agit d'un élevage de bovin qui ne représente pas de risque pour le projet.



Elevage de bovin

10.4. Sites industriels et pollués

"Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement."

Le site lui-même ne comportait pas d'activité à risque pour l'environnement, à risque de pollution.

Aucune activité industrielle n'est recensée dans le secteur.



11. SITES ET MONUMENTS PROTEGES

11.1. Sites classés et sites inscrits

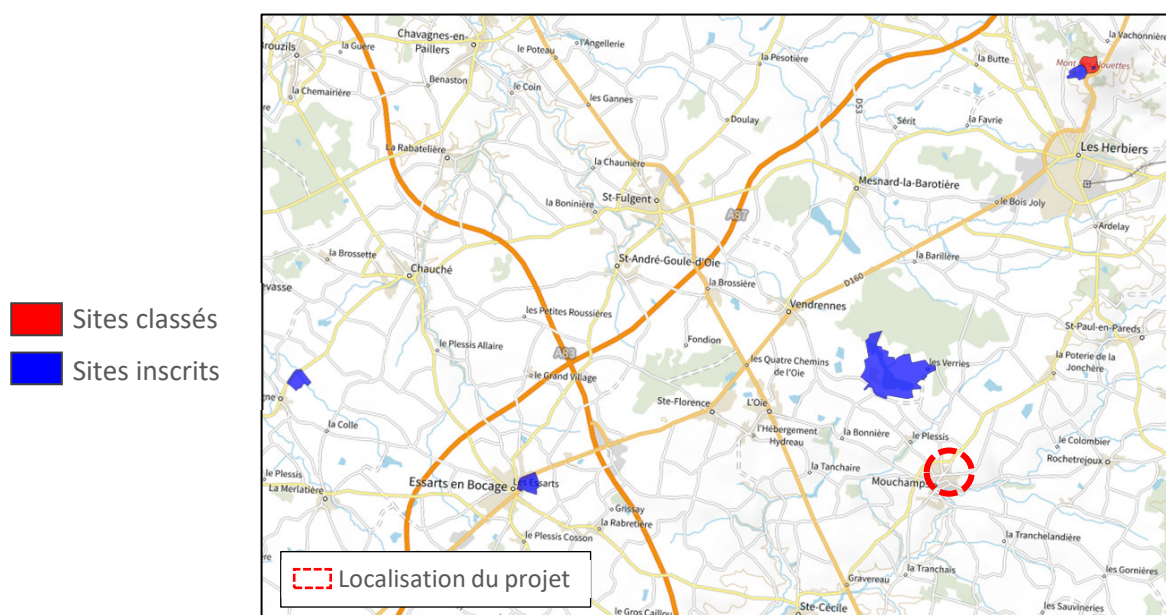
Le **site classé** est une protection forte qui correspond à la volonté du strict maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation. Le classement est prononcé par arrêté du ministre de l'Environnement ou décret en Conseil d'Etat. Il a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant est tenu à la délivrance d'une autorisation pour toute modification de l'aspect d'un site (travaux d'urbanisme, remembrement, abattage d'arbres,...). La décision de délivrance appartient au Préfet pour les "petits travaux" (art. R421-1, art. R422-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) ou au ministre de l'Environnement dans les autres cas (permis de construire,...) après avis de la Commission Départementale des Sites.

Le **site inscrit** constitue une garantie minimale de protection en soumettant tout changement d'aspect du site à déclaration préalable. L'inscription est prononcée par arrêté du ministre de l'Environnement. Elle a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant doit informer l'administration quatre mois à l'avance de leur intention de procéder à des travaux autres que ceux qui correspondent à l'exploitation courante des fonds ruraux et à l'entretien normal des constructions.

La Commune de Mouchamps comporte un Site inscrit sur un son territoire. Il s'agit du "Château de Soubise et son Parc" (85 SI 26) inscrit depuis 1977, localisé à environ 2,5 km au Nord-ouest.

La Commune ne comporte pas de Site classé sur son territoire. Le plus proche est "Le Mont des Alouettes" (85 SC 06 a), localisé à environ 12 km au Nord-est.

Le projet n'est pas situé au sein ou à proximité d'un site classé ou inscrit, il n'est pas donc pas concerné par les conséquences de ces protections.

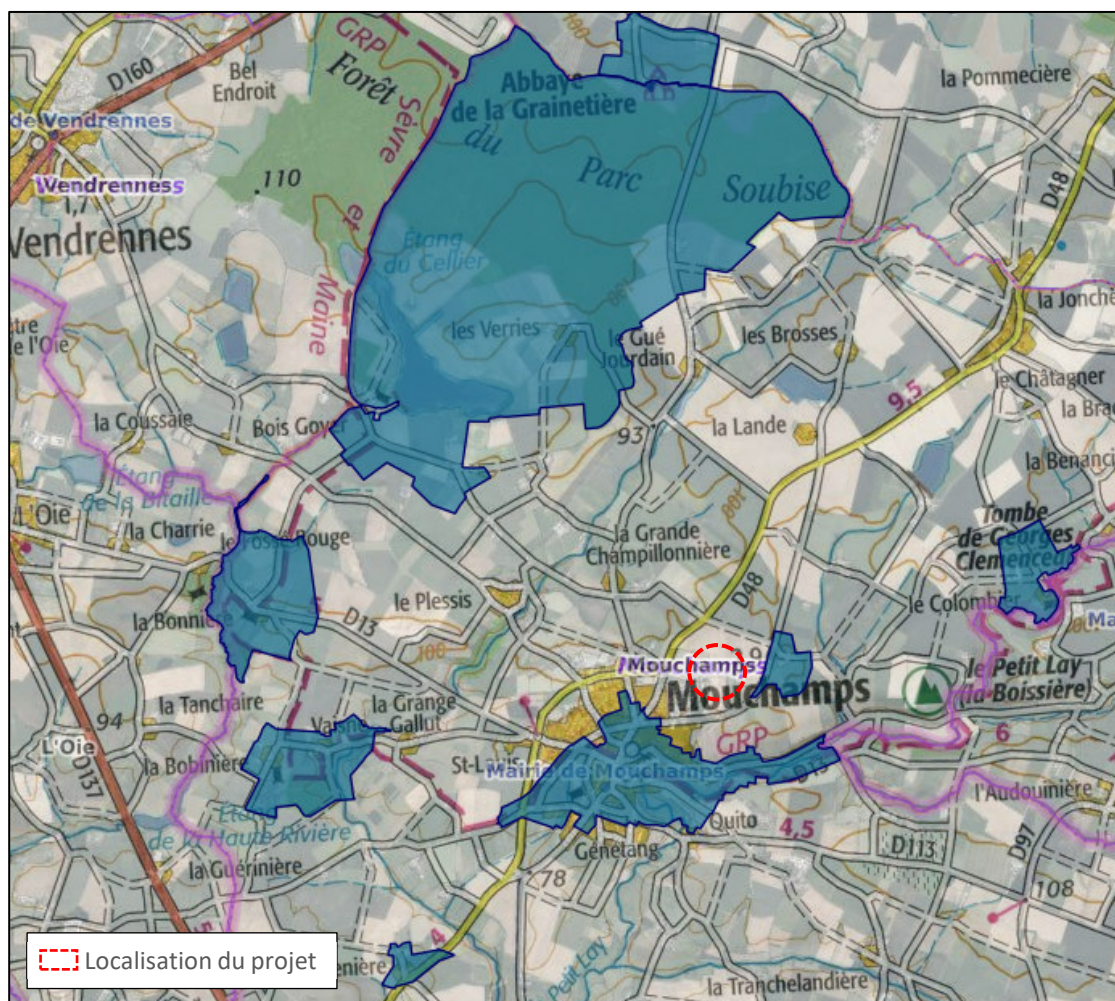


Carte des sites inscrits et classés aux alentours du projet (sigloire.fr)



11.3. Sites patrimoniaux remarquables

La Commune de Mouchamps comporte 7 Sites Patrimoniaux Remarquables. Le plus proche est localisé à 250 m à l'Est du projet.



Localisation des Sites Patrimoniaux Remarquables sur la Commune
(atlas.patrimoines.culture.fr)



12. PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR

Sur le secteur de Mouchamps :

- Permis d'aménager :
 - Le lotissement "Les Basses Ballières" – Permis d'aménager accordé en 2017
 - Le lotissement "Saint-Louis Marigny" (66 lots) – Permis d'aménager accordé en 2021
 - Le lotissement "L'Ansonnière" (28 lots) – Permis d'aménager accordé en 2022
 - Le lotissement "L'Abondance" – Permis d'aménager accordé en 2022

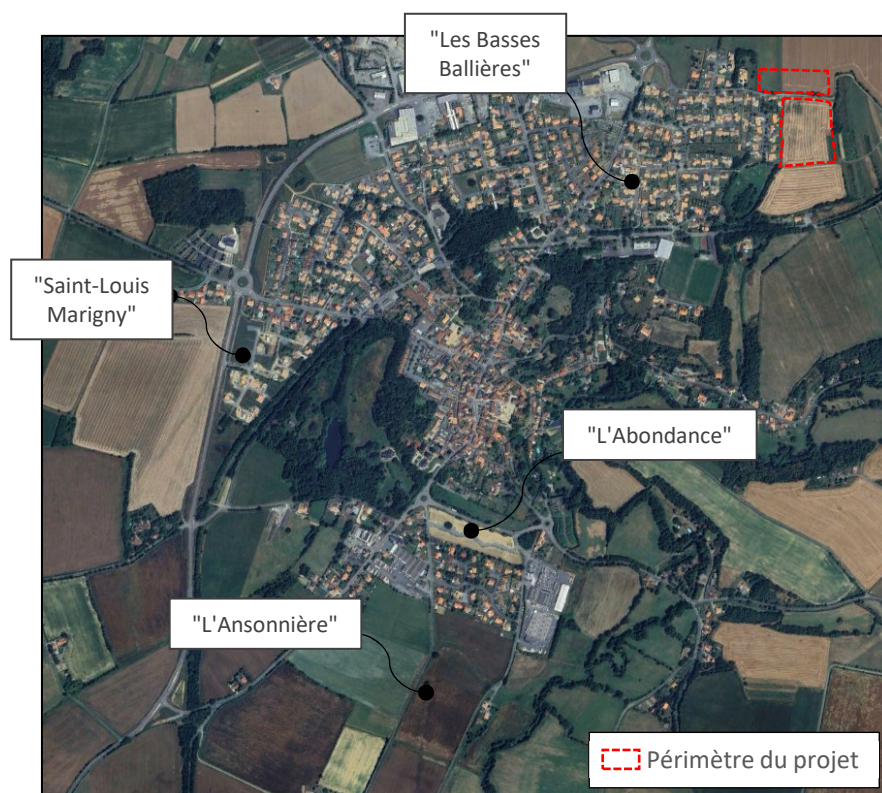
Ces lotissements n'ont pas fait l'objet d'une demande d'examen au cas-par-cas.

- pour les projets soumis à demande d'examen au cas-par-cas :
 - en 2021, Construction d'une réserve d'irrigation de 45 à 50 000 m³ – GAEC Le Bois Menant
- pour les projets soumis à étude d'impact : aucun.

Également, sur le territoire communal, il a été déclaré les projets suivants au titre de la Loi sur l'eau :

- Aménagement du lotissement "L'Ansonnière" - régime Déclaratif – décembre 2021

Aucun de ces projets n'a d'interface avec le projet d'aménagement du lotissement à usage principal d'habitation "Le Clos des Charmes". Ils sont éloignés du projet et n'ont pas de lien de voirie.



Localisation des permis d'aménager accordés sur la Commune (GoogleEarth))

